

Convention nationale

# ENVIRON- NEMENT SANTÉ

**Lundi 13 octobre 2014  
9h/17h30 • Paris VII<sup>e</sup>**

MUSÉE SOCIAL  
5 rue Las Cases  
75007 Paris



## Sommaire

<b>Programme</b> .....	PAGE 8
<b>Janet ACKERMAN</b> .....	PAGE 10
<b>Alain ALPHON-LAYRE</b> .....	PAGE 11
<b>Aline ARCHIMBAUD</b> .....	PAGE 12
<b>Gérard BAPT</b> .....	PAGE 13
<b>Florence BÉNICHOUX</b> .....	PAGE 14
<b>Andrée BUCHMANN</b> .....	PAGE 15
<b>Nathalie CANIEUX</b> .....	PAGE 16
<b>André CICOLELLA</b> .....	PAGE 17
<b>François DESRIAUX</b> .....	PAGE 18
<b>Dominique ERAUD</b> .....	PAGE 19
<b>Philippe GERMA</b> .....	PAGE 20
<b>Robert GOULD</b> .....	PAGE 21
<b>Bernard JOMIER</b> .....	PAGE 22
<b>Catherine LARRÈRE</b> .....	PAGE 23
<b>Laure LECHATTELLIER</b> .....	PAGE 24
<b>Michèle PONCET</b> .....	PAGE 25
<b>Michèle RIVASI</b> .....	PAGE 26
<b>Jean-Louis ROUMÉGAS</b> .....	PAGE 27
<b>Elisabeth RUFFINENGO</b> .....	PAGE 28
<b>Lucile SCHMID</b> .....	PAGE 29
<b>Patrice SUTTON</b> .....	PAGE 30
<b>François VEILLERETTE</b> .....	PAGE 31

**L**es coûts humains et sociaux de la dégradation de l'environnement sur la santé sont considérables. L'augmentation des maladies chroniques non transmissibles, largement liée aux facteurs environnementaux et aux modes de vie, est reconnue aujourd'hui comme un défi majeur pour les systèmes de santé et les économies mondiales par l'OMS elle-même. Elle est déjà l'une des grandes crises écologiques actuelles.

Il y a urgence à agir sur l'environnement pour réduire les inégalités territoriales et sociales, les difficultés d'accès aux soins. Il y a nécessité à développer et à coordonner une véritable politique nationale spécifique de santé et de prévention et de relancer le troisième plan national santé environnement gouvernemental (PNSE 2014-2018), à la hauteur des enjeux réels sur la multi-exposition aux effets "cocktail" dans des environnements professionnels ou domestiques parfois dégradés ou dangereux pour la santé : perturbateurs endocriniens, pesticides, pollution par les transports, substances chimiques, déchets, ondes électromagnétiques...



# S'attaquer aux racines des maladies

Par EMMANUELLE COSSE,  
*secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts*

L'explosion des maladies liées à l'environnement et aux modes de vie est un défi de civilisation. Obésité et diabète liés à la malbouffe, problèmes respiratoires causés par la pollution de l'air, cancers générés par les perturbateurs endocriniens et notamment les pesticides, addictions aux drogues ou à l'alcool, stress au travail... notre santé est mise en danger par nos conditions de vie. Il est temps de s'attaquer aux racines des maladies ; inciter aux bonnes pratiques pour vivre plus sainement ; renforcer l'effort de prévention ; combattre à la source les poisons qui menacent nos vies... les solutions existent et d'abord pour éviter de tomber malade ou mieux se soigner.

Les coûts humains et sociaux face à la dégradation de l'environnement augmentent considérablement. Les populations, selon leur origine sociale ou géographique en subissent les conséquences de manière inégale. Les plus défavorisées d'entre elles sont ainsi frappées d'une "double peine". À la précarité économique et sociale s'ajoute l'exposition plus grande aux effets délétères d'un environnement dégradé. L'écart est saisissant entre l'espérance de vie (notamment en bonne santé) d'un territoire à l'autre. Cette preuve accablante appelle une réponse politique à la hauteur des enjeux. Considérant qu'inégalités sociales et environnementales sont fortement corrélées, qu'elles se renforcent mutuellement, la recherche de justice sociale et le souci d'une meilleure qualité de vie doivent guider l'action publique. C'est le rôle d'un parti politique de prendre des initiatives, d'être "agitateur d'idées", de susciter des synergies autour de cette thématique-clé, la santé-environnementale, pour aider à construire un monde plus juste, plus égalitaire, plus sain.

Cette convention est conçue comme un temps de dialogue entre experts reconnus et chercheurs, lanceurs d'alerte, responsables associatifs et syndicaux, élu/es politiques (régionaux et parlementaires). Elle se donne pour but d'éclairer, d'aider à affermir le débat dans la société pour mieux peser dans l'élaboration des politiques d'environnement-santé et des textes de loi.

Elle est un jalon dans la perspective de la journée de la conférence environnementale 2014 qui va être consacrée au thème santé et environnement.

Elle est aussi une contribution à la réflexion engagée en vue de l'élaboration du Troisième Plan National Santé et Environnement.

Elle apporte une nouvelle preuve de l'écologie en action.



# La Fondation de l'écologie politique

Par **CATHERINE LARRÈRE**, *présidente*,  
et **LUCILE SCHMID**, *vice-présidente*

**L**a Fondation de l'Écologie Politique est reconnue d'utilité publique. Lieu de réflexion, ouvert sur la société et le monde, inséré dans un réseau européen et international, la Fondation est un nouvel outil de diffusion et d'influence au service des idées portées par l'écologie politique. C'est un lieu de discussion pour les écologistes, pour approfondir nos idées et un lieu de débat, pour défendre les solutions écologistes auprès du public. Il s'agit d'élargir l'audience de débats encore trop souvent réservés aux initiés, en mettant en contact les travaux universitaires, la société civile et les acteurs politiques. Sa démarche d'ouverture, la Fondation souhaite aussi la développer par des modes d'expression diversifiés, en donnant notamment aux expressions littéraires et artistiques une place aux côtés de travaux plus universitaires.

Depuis sa création, en novembre 2012, la Fondation de l'écologie politique a manifesté dans son mode de fonctionnement une ferme volonté d'indépendance. Les orientations de travail de la Fondation sont fixées par un conseil de surveillance de 12 personnes, appuyé par un conseil d'orientation scientifique. Le conseil de surveillance est présidé par Catherine Larrère professeure émérite des universités, spécialiste d'éthique environnementale connue pour sa liberté de ton. Le conseil scientifique de la Fondation, d'une trentaine de membres, est composé de personnalités universitaires, syndicales, issues de la société civile, représentant les principales disciplines de l'écologie politique (énergie, biologie, climatologie, protection de la nature, science politique, sciences humaines et sociales, droit, économie, urbanisme...).

L'activité de la Fondation est guidée par un équilibre entre la participation aux débats publics d'actualité sur une base sérieuse et argumentée et les travaux originaux, témoignant d'une capacité éditoriale propre. Alors que le flot d'informations qui caractérise notre époque pousse à toujours plus de réactions instantanées, la Fondation souhaite aussi être le lieu d'une réflexion approfondie, qui garde le souci du long terme. Surtout, la Fondation s'impose une exigence fondamentale : la qualité et la probité intellectuelle de ses travaux. Ses travaux ont vocation à éclairer des interrogations structurelles comme l'articulation entre question sociale et enjeux écologiques, la démocratie et l'urgence écologique, les problématiques de la mesure du bien-être et de la qualité de vie, les priorités écologiques de l'Europe. Elle est particulièrement attentive à la façon dont les enjeux et les problèmes écologiques s'inscrivent dans la vie quotidienne des citoyens. C'est dans cet esprit qu'elle a publié une note sur les inégalités environnementales, trop souvent négligées dans la problématique des inégalités et qu'elle s'intéresse aux rapports entre santé et environnement.

# Programme

PREMIÈRE TABLE RONDE : **INFLUENCE DES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES SUR LA SANTÉ**

DEUXIÈME TABLE RONDE : **CONDITIONS DE TRAVAIL, CONDITIONS DE VIE**

## MATINÉE

8 h 45 – 9 h 15

[Accueil]

9 h 15

### INTRODUCTION DES TRAVAUX

- **Emmanuelle Cosse** Secrétaire nationale d'Europe Écologie les Verts.

9 h 30 – 11 h (90 mn) PREMIÈRE TABLE RONDE

## **INFLUENCE DES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES SUR LA SANTÉ** *Crise écologique, crise sanitaire, état des lieux*

Intervenant-es :

- Animatrice : **Dominique Eraud**, docteur, cofondatrice de la coordination des écomédecines et de la CNMSE (Coordination nationale médicale santé environnement).
- **André Cicoella**, chimiste toxicologue, président du Réseau environnement santé (RES).
- **Andrée Buchmann**, présidente de l'Observatoire de l'air intérieur.
- **Bernard Jomier**, médecin généraliste, adjoint à la maire de Paris, chargé des questions relatives à la santé, au handicap et aux relations avec l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.
- **Michèle Poncet**, médecin neurologue de santé publique.
- **François Veillerette**, président fondateur de l'association Générations futures (ex-Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, MDRGF), vice-président de la région Picardie, chargé du dossier Environnement, Alimentation, Santé.

[Courte pause]

11 h – 12 h 30 (90 mn) DEUXIÈME TABLE RONDE

## **CONDITIONS DE TRAVAIL, CONDITIONS DE VIE** *Inégalités environnementales*

Intervenant-es :

- Animateur : **François Desriaux**, rédacteur en chef de Santé et Travail, animateur du collectif des victimes de l'amiante.
- **Aline Archimbaud**, sénatrice écologiste de Seine-Saint-Denis.
- **Florence Bénichoux**, médecin, fondatrice du cabinet Better Human et Cie.
- **Elisabeth Ruffinengo**, responsable plaidoyer pour WECF France, juriste travaillant sur les impacts des expositions environnementales sur la santé.
- **Alain Alphon-Layre**, membre de la direction nationale de la CGT, animateur de la commission confédérale "Travail-Santé".
- **Nathalie Canieux**, secrétaire générale, Fédération CFDT Santé Sociaux.

12 h 30

[Fin des travaux de la matinée. Déjeuner libre jusqu'à 13 h 45]



## Programme

TROISIÈME TABLE RONDE : **COÛTS HUMAINS ET SOCIAUX DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA SANTÉ**

QUATRIÈME TABLE RONDE : **QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS ? COMMENT LA CONSTRUIRE ?**

# APRÈS-MIDI

14 h très précises – 15 h (60 mn) TROISIÈME TABLE RONDE

## **COÛTS HUMAINS ET SOCIAUX** *de la dégradation de l'environnement sur la santé*

*Intervenant-es :*

- Animatrice : **Lucile Schmid**, vice-présidente de la Fondation de l'écologie politique.
- Interprète : **Pascale Fougère**.
- Grands témoins :
  - **Janet Ackerman**, chercheuse au Silent Spring Institute, Boston.
  - **Patrice Sutton**, chercheuse au sein du département de santé reproductive et de l'environnement, Université de Californie San Francisco.
  - **Robert Gould**, professeur adjoint associé du département d'obstétrique, gynécologie et sciences reproductives de l'école de médecine de l'Université de Californie San Francisco.

*[Pause]*

15 h 15 – 17 h 15 (120 mn) QUATRIÈME TABLE RONDE

## **QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS ?** *Comment la construire ?*

*Intervenant-es :*

- Animatrice : **Catherine Larrère**, philosophe, professeure émérite à l'université Paris 1, présidente de la Fondation de l'écologie politique.
- **Michèle Rivasi**, députée européenne (Groupe Les Verts, Alliance libre européenne).
- **Jean-Louis Roumégas**, député de l'Hérault, coprésident du groupe d'études Santé environnementale.
- **Philippe Germa**, directeur général de WWF France.
- **Gérard Bapt**, médecin cardiologue, député (PS) de Haute-Garonne, membre de la commission des Affaires sociales, président du groupe d'étude Santé et Environnement.

## CONCLUSION

- **Laure Lechatellier**, vice-présidente de la région Île-de-France, en charge de l'Action sociale, de la Santé, des Formations sanitaires et sociales et du Handicap.

17 h 30

*[Fin des travaux]*

*En présence de membres du bureau de la commission santé EÉLV :*

**Sophie Perroud, Vincent Deplaigne** (coresponsables), **Anne d'Ambra, Jean-Claude Henrard** (professeur émérite de santé publique), **Joël Penguilly, Jean-Luc Véret** (médecin de santé publique, ancien responsable de la commission santé).

## Intervenant-es



### **Janet ACKERMAN**

Chercheuse au Silent Spring Institute Boston, Massachusetts, USA.

**J**anet ACKERMAN est titulaire d'une formation en biochimie et biologie. Elle travaille actuellement avec des collaborateurs de l'Université de Berkeley et de l'Agence de l'Environnement (EPA) au développement de méthodes de tests applicables au cancer du sein.

Elle a rejoint le Silent Spring Institute en 2010 et a travaillé, depuis, sur les mesures des cancérrogènes mammaires dans le corps humain, la compréhension de l'impact des expositions précoces sur le développement mammaire et le risque de cancer du sein, la réduction des expositions aux perturbateurs endocriniens dans les emballages alimentaires et la caractérisation de la pollution des eaux souterraines par les perturbateurs endocriniens présents dans les eaux usées.

Avant de rejoindre le Silent Spring Institute, Janet Ackerman a contribué à la recherche sur les pathogènes dans les réseaux d'eau des environs de Boston avec la Mystic River Watershed Association. Elle a également étudié la dégradation des solvants de nettoyage à sec dans les eaux souterraines de Floride et les stratégies de contrôle des espèces végétales invasives en Californie.

## Intervenant-es



### **Alain ALPHON-LAYRE**

Membre de la direction nationale de la CGT.  
Animateur de la commission confédérale  
"Travail-Santé".

**M**arié 4 enfants. Infirmier de secteur psychiatrique, titulaire d'une licence en communication en entreprise et d'un master en analyse de situation de travail.  
Salarié à l'hôpital général d'Alès (Gard).

Responsabilités syndicales :

- Secrétaire régional CGT du Languedoc-Roussillon après avoir été Secrétaire général de la CGT sur le Gard et avant sur Alès.
- Membre de la direction nationale de la CGT.
- Animateur de la commission confédérale «Travail-Santé».
- Membre du COCT (Conseil d'orientation des conditions de travail).
- Responsable de la délégation CGT qui a négocié l'ANI (Accord national interprofessionnel) sur la qualité de vie au travail.

Travaille avec différents chercheurs et universitaires comme Yves Schwartz, Yves Clot, Philippe Davezies, François Daniellou.

Avec la CGT, nous portons l'idée de transformer le travail comme un des éléments déterminants pour sortir de la crise.

## Intervenant-es



### **Aline ARCHIMBAUD**

Sénatrice écologiste  
de Seine-Saint-Denis.

**N**ée à Belfort, Aline Archimbaud est une ancienne élève de l'École Normale Supérieure qui a enseigné les lettres pendant plus de 30 ans dans des collèges et lycées de Seine-Saint-Denis.

Fondatrice des premiers réseaux d'économie alternative et solidaire à partir de 1985 et militante écologiste en Seine-Saint-Denis, Aline Archimbaud a rejoint les Verts en 1992.

Elle est élue députée européenne sur un poste d'ouverture jusqu'en 1994, mandat au cours duquel elle est l'auteure du premier rapport parlementaire européen sur la promotion de l'économie solidaire.

Elle assurera la fonction de trésorière nationale des Verts de 1999 à 2002.

En tant qu'adjointe au maire de Pantin pendant 15 ans, elle a notamment impulsé la création d'un pôle artisanal des métiers d'art dans un quartier populaire et lancé la création d'un des premiers éco-quartiers en Seine-Saint-Denis.

Sénatrice depuis le 25 septembre 2011, elle est secrétaire de la commission des Affaires sociales ainsi que de la délégation outre-mer.

Aline Archimbaud a décidé de consacrer son mandat à toutes les formes d'exclusion. Au sein de la commission des Affaires sociales, elle travaille sur les problématiques rencontrées par les victimes d'accidents médicamenteux et de l'amiante, sur la santé environnementale, la santé mentale, sur les conditions de détention, l'insertion, le mal logement, la reconversion industrielle ou encore sur le droit des Roms.

En septembre 2014, elle a remis au Premier ministre un rapport sur l'accès aux soins des plus précaires.

Elle a également présidé le groupe de suivi « Amiante » du Sénat, qui a rendu ses conclusions en juillet 2014.

Elle est également l'auteure d'une proposition de loi sur le diesel qui sera examinée à l'automne par la Haute Assemblée.

## Intervenant-es



### **Gérard BAPT**

Médecin cardiologue de formation.  
Député (PS) de la 2<sup>e</sup> circonscription  
de la Haute-Garonne.

**G**érard Bapt est membre de la commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale, membre du Conseil d'administration de l'ANSM et président du Conseil de surveillance du fonds CMU-C.

Il est rapporteur de la branche recettes et équilibre général du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015.

Gérard Bapt est également membre de différents groupes d'études parlementaires : Environnement et Santé, Alimentation et Santé et Numérique et Santé.

## Intervenant-es



### **Florence BÉNICHOUX**

« Après avoir soigné des individus,  
je soigne aujourd’hui des organisations. »

**O**riginaire de Lorraine et passionnée par l’humain. Après une double formation de docteur en médecine à Nancy et en sciences politiques à Nancy et Paris, a longtemps travaillé à Paris dans le conseil et la prévention santé. Elle a deux enfants et a eu trois vies professionnelles (médecin, manager et DG d’une filiale d’un groupe international, puis chef d’entreprise).

En 2001, elle fonde ADD HUMAN Cie, une agence conseil en communication santé et en 2007, elle cofonde BETTER HUMAN Cie, cabinet de conseil en capital humain, spécialisé dans la santé et la qualité de vie au travail, qu’elle dirige aujourd’hui entre Toulouse et Paris.

Elle est l’inventeur du concept HQH, “Haute Qualité Humaine”.

Elle a réalisé de très nombreux diagnostics des risques professionnels et en particulier des risques psychosociaux. Elle accompagne des entreprises du CAC 40, des ETI et des PME dans l’amélioration de leur performance par la mise en place de plan d’actions permettant de révéler la Haute Qualité Humaine qui se cache dans chaque organisation. Elle forme des dirigeants, des managers et des salariés à l’amélioration de la prise en compte du facteur humain.

## Intervenant-es



### **Andrée BUCHMANN**

Présidente de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur. Membre fondatrice des Verts en 1984.

**A**ndrée Buchmann est née à Mulhouse. Elle est élue conseillère régionale d'Alsace en 1986, elle a de suite porté un rapport sur l'agriculture biologique. La Région Alsace a été la première en France à reconnaître et soutenir cette filière. Et c'est grâce à son aide qu'a pu s'ouvrir au lycée agricole d'Obernai la seule formation à ce jour en agriculture biodynamique de tout le monde francophone.

Elle a créé en 1996 l'association Alsace Qualité Environnement qui a été fer de lance du débat autour de la nécessaire prise en compte de l'environnement dans l'acte de construire et d'aménager. C'est A.Q.E. qui a organisé le premier débat national sur la Haute Qualité Environnementale au Sénat en 1997 lors de la parution de l'opuscule conçu sous la houlette de l'association : HQE Mode d'emploi. C'est aussi AQE qui a porté un projet Interreg\* sur l'aménagement durable du Rhin supérieur avec les Suisses et les Allemands, précurseur de ce qui s'est ensuite progressivement mis en place.

La question de la santé était un des quatre pôles de la H.Q.E. C'est au cours d'un colloque sur Bâtiment, Santé, Environnement organisé par son association et par les éco-maires qui s'est tenu à Mulhouse en mai 1999 que Louis Besson, secrétaire d'État au Logement, a présenté les contours du futur Observatoire de la qualité de l'air intérieur adopté par le Conseil des ministres en septembre 1999. La présidence de l'Observatoire, qu'elle exerce toujours, lui a été confiée en 2001, à sa création.

Elle a travaillé à des projets d'électrification solaire d'oasis du Ténéré avec une association touarègue, à la création d'un institut d'écologie à l'université du Caire et à la mise en place d'une politique d'agriculture biologique au Togo.

Andrée Buchmann est membre du Réseau Santé Environnement Alsace.

\* *Interreg est un programme européen visant à promouvoir la coopération entre les régions européennes et le développement de solutions communes dans les domaines du développement urbain, rural et côtier, du développement économique et de la gestion de l'environnement.*

## Intervenant-es



### **Nathalie CANIEUX**

Secrétaire générale de la fédération CFDT des services de santé et des services sociaux depuis 2009. Membre du bureau national, collègue des fédérations.

**S**ecrétaire nationale sur le privé non lucratif. Déléguée syndicale centrale CFDT à la Croix rouge française. Secrétaire générale du syndicat Santé Sociaux CFDT de Paris.

Technicienne de laboratoire.

La fédération Santé Sociaux regroupe 102 syndicats pour l'essentiel départementaux avec quelques exceptions comme le syndicat de l'Assistance publique de Paris ou le Syncass-CFDT\* qui sont des syndicats nationaux.

Première fédération de la CFDT, elle couvre l'ensemble des secteurs sanitaire, social, médico-social, à l'exception des établissements relevant de la Sécurité sociale, de la mutualité ou des collectivités territoriales.

Un abécédaire sur le développement durable à destination des équipes santé sociaux est consultable sur le site :

[www.fed-cfdt-sante-sociaux.org/sites/default/files/abecedairedd\\_0.pdf](http://www.fed-cfdt-sante-sociaux.org/sites/default/files/abecedairedd_0.pdf)

\* *Syndicat national des cadres de direction d'établissements sanitaires et sociaux directeurs, infirmiers généraux, médecins, pharmaciens. Confédération française démocratique du travail.*



## Intervenant-es



### **André CICOLELLA**

Chimiste toxicologue,  
enseignant à Sciences Po.  
Président du Réseau  
Environnement Santé (RES).

**A**ndré Cicolella considère que contrairement au discours dominant sur « l'état de santé des Français qui n'a jamais été aussi bon au motif que l'espérance de vie progresse », nous sommes en situation de crise sanitaire dont la principale caractéristique est l'épidémie de maladies chroniques dans le monde (maladies cardio-vasculaires, cancers, maladies respiratoires, maladies métaboliques, troubles du comportement et de la reproduction...). Pour cette raison, rien ne prouve que les générations futures auront la même durée de vie que les générations qui disparaissent aujourd'hui.

De fait, l'espérance de vie en bonne santé régresse. Le vieillissement ne peut expliquer qu'une petite partie de la progression des maladies chroniques. La cause principale se trouve dans l'environnement moderne. Pour cette raison, la crise sanitaire doit être considérée comme la quatrième crise écologique, car comme la crise climatique, la chute de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles, elle est la conséquence de l'activité humaine.

Pour sortir de cette crise, il est nécessaire d'agir sur l'environnement. Cela implique de compléter la définition de la santé par l'OMS : « *La santé n'est pas seulement l'absence de maladie, c'est un état de bien-être* » par une définition écosystémique de la santé : « *La santé est la traduction de la qualité de la relation de la personne humaine à son écosystème* ».

Le RES a été créé en mars 2009 par un regroupement d'ONG, d'associations de scientifiques, de professionnels de santé et de malades, pour mettre la question santé au cœur des politiques publiques. C'est l'action du RES qui a conduit à l'interdiction du bisphénol A dans les biberons et les contenants alimentaires ou du perchloréthylène dans les pressings, et plus largement à l'adoption de la Stratégie Nationale Perturbateurs Endocriniens. Le RES mène campagne pour que la Stratégie Nationale de Santé soit construite pour répondre à la crise sanitaire et rompe avec la vision archaïque de la santé publique ciblée sur le comportement en intégrant la dimension santé environnementale.

Il est ancien responsable de la commission santé des Verts (2000-2009).

André Cicolella est l'auteur des livres : *Toxique planète. Le scandale invisible des maladies chroniques*, 2013, Le Seuil ; *Notre Environnement, c'est notre santé* (en collaboration avec Françoise Bousson), 2012, éditions du Passager clandestin ; *Le défi des épidémies modernes*, 2007, éditions de la Découverte ; *Alerte Santé* (avec Dorothée Benoît-Browaeyts), 2005, Fayard.

## Intervenant-es



### **François DESRIAUX**

Journaliste.  
Rédacteur en chef  
du magazine *Santé & Travail*.

**C**haque trimestre, *Santé & Travail* propose un suivi détaillé de l'actualité, des enquêtes, des rubriques sur l'évolution du droit hygiène et sécurité, la reconnaissance des maladies professionnelles, les CHSCT, la toxicologie et un dossier approfondi.

Un effort de clarté et de vulgarisation des connaissances permet d'aller à l'essentiel afin de mieux comprendre les enjeux de l'amélioration des conditions de travail. C'est un outil pédagogique qui aide à bâtir une politique de prévention.

La qualité des informations est garantie par un comité de rédaction composé de spécialistes de la prévention des risques professionnels, d'ergonomes, de médecins du travail, d'épidémiologistes et de toxicologues.

*Santé & Travail* joue un rôle de contre-pouvoir efficace face aux lobbies, il sensibilise les médias et l'opinion sur les enjeux liés à la santé au travail.

Ce rôle de vigie, face à la dégradation des conditions de travail observée au cours des deux dernières décennies et aux différents scandales qui se sont révélés (comme l'amiante) a contribué au renforcement de la réglementation et de la jurisprudence.

## Intervenant-es



### **Dominique ERAUD**

Médecin, acupuncteur,  
phytothérapeute  
et nutritionniste.

**É**lève du docteur Catherine Kousmine, Dominique Eraud est membre fondatrice :

- de la coordination du collectif des écomédecines. Elle a co-organisé plusieurs colloques à la faculté de pharmacie et au conseil régional d'Île-de-France. Les écomédecines s'appuient sur des médecines alternatives qui placent au cœur de leurs actions l'impact de l'environnement sur la santé dans leurs acceptations les plus larges. Elles développent une pensée globale face à la maladie et des solutions pour lutter contre les pathologies modernes comme celles provoquées par les pollutions ;

- d'Intelligence verte (président philippe Desbrosses) pour la préservation des graines anciennes ;

- de la CNMSE (Coordination nationale médicale santé environnement). Cette association de professionnels de santé créée en 2008 entend ► exercer le devoir d'alerte sur tous les risques environnementaux pour les populations ► favoriser les échanges sur la Santé-Environnement entre les acteurs de santé ► initier, relayer et développer des actions pour la protection des personnes et de l'environnement ► participer à toute réflexion sur les problèmes de Santé Environnement ► créer des outils de communication, d'information et de surveillance ► contribuer aux actions d'éducation pour la santé ► participer à l'amélioration de la qualité de l'expertise ► favoriser la reconnaissance de la cause environnementale d'un certain nombre de pathologies et leur prise en charge ;

- du Réseau environnement santé ;

- de Solidarité homéopathie (ONG créée en 1994).

Dominique Eraud a participé à l'ouvrage collectif *Médecines et Alimentation du futur*, éditions Courrier du livre, 2009.

## Intervenant-es



### **Philippe GERMA**

Directeur général  
de WWF en France\*.

**O**riginaire d'Alès dans le Gard, Philippe Germa, est né en 1952. Il est "frère jumeau de génération" du grand courant écologiste réaliste des années 70. Ancien élève de Sciences Po, docteur en économie, compagnon de route de Brice Lalonde avec lequel il participe à la campagne présidentielle des écologistes en 1981, il est cofondateur du mouvement politique Génération écologie en 1990.

Nommé conseiller technique auprès du ministre de l'Environnement de 1988 à 1992, il pilote des dossiers majeurs comme la réduction des phosphates dans les lessives, la mise en place des législations concernant l'élimination des CFC, la qualité de l'eau et des déchets ou la création des éco-organismes.

En 1993, il devient l'un des pionniers de l'économie verte en créant Natixis Environnement dont il est le directeur général ; société développant des fonds d'investissement dans le domaine de l'écologie, des énergies renouvelables et du développement durable.

À partir de 1999, il crée le Fideme (Fonds d'investissements de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) pour financer les énergies renouvelables, il dirige la mission climat de La CDC et fonde en 2005 l'European Carbon Fund.

Membre de WWF France depuis 2008, il devient administrateur, puis trésorier en 2012 avant d'être nommé en février 2013, par Isabelle Autissier, directeur général du WWF France. Une ONG mondialement connue par sa défense des espèces en danger telles le panda, l'éléphant ou le rhinocéros.

Autre combat de Philippe Germa, l'interdiction du chalutage en eaux profondes : « *C'est une pêche criminelle au regard de la biodiversité* ».

Très mobilisé par la conférence de l'ONU sur le climat en 2015, COP 21, il déclare : « *C'est pour nous l'occasion de mobiliser les chefs d'entreprise sur la préoccupation du climat et de rechercher des solutions ensemble. On ne peut pas uniquement crier au feu, il faut essayer d'éteindre l'incendie* ».

\* Initialement World Wildlife Fund, créé en 1961, rebaptisé en 1986 World Wide Fund for Nature (Fonds mondial pour la nature), puis simplement WWF en 2001.

## Intervenant-es



### **Robert GOULD**

Professeur adjoint associé du département d'obstétrique gynécologie et sciences reproductives de l'École de médecine de l'Université de Californie San Francisco (UCSF).

**R**obert M. Gould est diplômé du collège de médecine Albert Einstein. Il a exercé de 1981 à 2012 comme pathologiste au Kaiser Hospital de San Jose. En 2012, il est nommé professeur adjoint associé du département d'obstétrique, gynécologie et sciences reproductives de l'École de médecine de l'Université de Californie San Francisco (UCSF) et directeur de l'éducation et la sensibilisation des professionnels de santé au sein du programme de santé reproductive et de l'environnement (PRHE) de l'UCSF.

Il préside depuis 1989 la Société des médecins pour la responsabilité sociale (PSR) de la baie de San Francisco. A également présidé la Société nationale de la PSR en 2003 et 2014.

Depuis 1986, il participe au comité pour la paix de l'American Public Health Association (APHA) qu'il a présidé de nombreuses années et qui lui a remis en 2009 le prestigieux prix Sidel-Levy pour la paix.

Outre ses nombreuses interventions et publications en faveur du rôle des médecins en matière de santé publique et de santé environnementale, Robert Gould est un expert des impacts sur la santé et l'environnement des armes nucléaires.

Il est l'un des auteurs des chapitres sur les effets sur la santé des armes nucléaires et le terrorisme nucléaire publiés dans *War and Public Health* (2008) et *Terrorism and Public Health* (2011) aux Presses de l'Université d'Oxford. Depuis 1992 il est un membre proéminent de la Commission environnementale du comté de Santa Clara de la California Medical Association (CMA).

Il a contribué à l'élaboration de nombreuses résolutions de santé environnementale adoptées par la CMA. Il a été récompensé pour son travail en 2011 par le prix de "contribution exceptionnelle pour service à la communauté" de la CMA du comté de Santa Clara et en 2012 par celui de "contribution exceptionnelle à la société médicale". Robert Gould fait partie du « Top 400 des médecins » publié par le San Jose Magazine entre 2001 et 2007.

## Intervenant-es



### **Bernard JOMIER**

« Un médecin en politique ».  
Adjoint à la maire de Paris, délégué  
à la Santé, au Handicap et aux relations  
avec l'Assistance publique  
– Hôpitaux de Paris.

**B**ernard Jomier s'investit dans la vie associative dès l'âge de 18 ans en adhérant à Amnesty International dont il devient ensuite responsable de la commission médicale, puis élu en 1995 au Bureau exécutif de la section française. Il participe à la création de l'association Primo Levi, puis il rejoint Médecins du Monde pour participer à des missions sur les droits de l'Homme, durant la guerre en Bosnie-Herzégovine puis en Haïti.

Il crée un cabinet de groupe de généralistes dans le 19<sup>e</sup>. Candidat sur la liste des Verts aux élections municipales de 2001 dans le 19<sup>e</sup>, il est élu maire-adjoint, chargé de la santé. Il lance le projet de maison de santé dans le quartier Curial-Cambrai et s'attaque à la question de la drogue dans le quartier Stalingrad en créant le panel citoyen.

L'hebdomadaire *Zurban* le désigne comme « un des 75 parisiens qui font bouger la Ville ». *Impact Médecin* le choisit comme « un des 200 médecins qui ont marqué les 20 dernières années en France ». Le Sénat nomme le panel citoyen qu'il a initié comme une des meilleures réalisations des collectivités territoriales.

En 2008, il est réélu maire-adjoint chargé de l'environnement et du développement durable. Parallèlement, il poursuit son activité professionnelle de médecin généraliste dans le quartier Manin-Jaurès et dans une structure de soins pour SDF du groupe SOS. Il la quitte en 2011 pour participer au développement de l'hospitalisation à domicile.

En 2012, il mène la campagne des législatives sous les couleurs d'Europe Écologie Les Verts dans la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris. Avec 11,12 %, il réalise le meilleur score des listes écologistes autonomes à Paris.

En 2013, accompagné de plusieurs dizaines de consœurs et de confrères, il initie l'« Appel des médecins de Paris » pour dénoncer les impacts de la pollution sur la santé.

En mars 2014, il est réélu conseiller de Paris. Toujours très impliqué dans la vie locale du 19<sup>e</sup>, il y est aussi chargé de l'eau et de l'aménagement des canaux.

**Bernard Jomier est représenté lors de cette convention par**

**Virginie Le Torrec**

Conseillère technique santé au cabinet de Bernard Jomier.

## Intervenant-es



### **Catherine LARRÈRE**

Professeure émérite à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne  
Présidente de la Fondation de l'écologie politique.

**S**écialiste de philosophie morale et politique, elle a particulièrement travaillé sur la philosophie des Lumières (notamment sur Montesquieu et sur l'économie politique).

Depuis 1992, elle s'intéresse aux questions éthiques et politiques liées à la crise environnementale et aux nouvelles technologies (protection de la nature, prévention des risques, développement des biotechnologies, questions de justice environnementale). Elle a contribué à introduire en France les grands thèmes de l'éthique environnementale d'expression anglaise.

Elle a publié notamment *L'Invention de l'économie. Du droit naturel à la physiocratie*, PUF, collection Léviathan, 1992 ; *Actualité de Montesquieu*, Presses de Sciences PO, 1999 ; *Les philosophies de l'environnement*, PUF, collection Philosophies, 1997 ; *Du bon usage de la nature, Pour une philosophie de l'environnement* (en collaboration avec Raphaël Larrère), Aubier, réed., Champs Flammarion, 2009 ; *L'écologie est politique* (avec Lucile Schmid et Olivier Fressard, Les petits matins, 2013 ; codirection notamment des ouvrages suivants : *La crise environnementale* (en collaboration avec Raphaël Larrère, Éditions de l'INRA, 1997, *Nature vive*, MNHN-Fernand Nathan, 2000, *Y a-t-il du sacré dans la nature ?* (avec Bérengère Hurand), Publications de la Sorbonne, 2014.

Elle est membre du Comité scientifique de parcs nationaux de France, du Comité d'éthique INRA-CIRAD et du Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité

## Intervenant-es



### **Laure LECHATELLIER**

Vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, en charge de l'action sociale, de la santé, du handicap et des formations sanitaires et sociales.

**A**près des études de droit public, Laure Lechatellier a notamment travaillé au sein du service des étrangers de la préfecture de Seine-Saint-Denis, puis dans le milieu associatif auprès de travailleurs handicapés.

Son engagement militant, débuté à l'université, se concrétise dans son parcours politique et professionnel.

Elle adhère aux Verts en 2002. Entre 2004 et 2010, elle devient secrétaire générale du groupe Verts au conseil régional d'Île-de-France, ce qui lui permet d'acquérir une solide expérience de l'institution.

Laure Lechatellier est élue en mars 2010 conseillère régionale d'Île-de-France (liste départementale de Paris : 20,57 % au 1<sup>er</sup> tour ; 57,95 % au second tour). Elle devient 7<sup>e</sup> vice-présidente de la Région, en charge de l'action sociale, de la santé, du handicap et des formations sanitaires et sociales.

Laure Lechatellier pilote l'organisation des assises sociales d'Île-de-France qui aboutissent en novembre 2011 au vote de la nouvelle politique régionale d'action sociale. En avril 2012, la nouvelle politique régionale de santé est adoptée, aboutissement d'une série de rencontres citoyennes dans les huit départements franciliens. Cette nouvelle politique inscrit notamment la santé environnementale comme priorité régionale et acte la création d'une ligne budgétaire dédiée au financement des "projets et programmes de prévention des risques sanitaires liés à l'environnement". Enfin en février 2014, l'Agenda 22 de la Région (handicap) est voté à l'unanimité.

Laure Lechatellier porte une attention particulière aux conditions de vie et d'étude des 42 000 étudiant-es des formations sanitaires et sociales dont la Région a la responsabilité, par l'aide au logement et à la mobilité internationale, la revalorisation des bourses ou encore la création de trois modules de formation : lutte contre les violences faites aux femmes, égalité femmes-hommes, santé environnementale.



## Intervenant-es



### **Michèle PONCET**

Médecin spécialiste  
en neurologie,  
praticien hospitalier.

**M**ichèle Poncet est née à Marseille. Après la lecture d'Ivan Illich, la *Némésis Médicale*, c'est un autre regard sur la médecine que je vais développer avec un souci de prévention, de santé publique, de l'hygiène de vie, de l'harmonie de l'individu entre nature et environnement.

Pendant quinze ans, je suis présidente d'une association qui gère des établissements pour personnes handicapées, adultes et enfants. Je réalise alors que les services de l'État sont lourds, inefficaces, onéreux et mériteraient une plus grande décentralisation.

S'ensuit une implication militante dans le cadre de l'Association nationale de la prévention de l'alcoolisme et des addictions. La réponse répressive de la société à ces problèmes majeurs me paraît inadaptée et aggrave une situation dangereuse avec l'infection du SIDA et la désinsertion sociale. Ces pathologies touchent une jeunesse en souffrance qui trouve une place dans des circuits délinquants dont l'issue est délétère.

J'adhère au PS où je vais travailler à la commission santé en faveur d'une meilleure information sur l'état de santé des populations par le biais des observatoires de santé régionaux. Puis je rejoins les Verts dont les préoccupations sont plus proches des miennes. C'est le recensement des produits dangereux dans l'industrie, les aliments, l'eau, qui va m'intéresser avec des solutions possibles d'interdiction et surtout la notion de principe de précaution qui devient constitutionnel grâce à ce parti.

Après les cancers de l'amiante, les infections du sang contaminé, les maladies dégénératives de Kreutzfeld-Jacob, les errements du Médiator, les effets des pesticides sur la santé, il émerge une claire conscience que les intérêts économiques doivent être contrôlés, surveillés, évalués et dénoncés lorsqu'ils sont nuisibles.

La place de l'eau devient un problème dans notre société. Est-elle une marchandise entrant dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ? Est-elle un Bien public, propriété d'États souverains qui peuvent la confisquer au détriment d'États voisins ? Est-elle un Bien commun, indispensable à la vie de l'humanité et du vivant ? L'eau porteuse de vie et de mort. L'eau impure qui transporte et transmet le choléra, la polio, la radioactivité, etc. L'eau potable qui devient rare et qui devient chère parce que certains l'ont confisquée. Comment la recycler, la protéger ?

## Intervenant-es



### **Michèle RIVASI**

Députée européenne  
(Groupe Les Verts,  
Alliance libre européenne).

**O**riginaire de Montélimar. Ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses. Professeure agrégée en SVTU. Michèle Rivasi enseigne actuellement à l'IUFM de Grenoble (Isère).

Députée de la Drôme de 1997 à 2002, membre apparenté du Parti socialiste. Elle est aujourd'hui membre du parti Europe Écologie les Verts.

Fondatrice de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) en 1986, après la catastrophe de Tchernobyl.

Cofondatrice, avec Corinne Lepage, de l'Observatoire de vigilance et d'alerte écologique (Ovale). Présidente du Centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements électromagnétiques (CRIIREM).

Membre de :

- la commission de la Défense nationale et des Forces armées ;
- la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs nucléaires à neutrons rapides et à caloporteur sodium ;
- la commission d'information de collectivités locales ou d'entreprises ;
- l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Michèle Rivasi a été directrice de Greenpeace France de septembre 2003 à novembre 2004.

Elle est membre du comité de parrainage de la Coordination française pour la décennie de la culture de paix et de non-violence.

Elle est l'auteure de plusieurs rapports (gestion des déchets nucléaires, syndrome du Golfe, responsabilité des produits défectueux).

Aux élections européennes de 2009, Michèle Rivasi est élue sur la liste Rassemblement Europe Écologie sur la circonscription Sud-Est. Elle a été réélue lors des élections européennes le 25 mai 2014.

## Intervenant-es



### **Jean-Louis ROUMÉGAS**

Député de l'Hérault.

**J**ean-Louis Roumégas a orienté son travail législatif sur l'un des piliers de la transition écologique : les impacts de l'environnement sur la santé.

Rapporteur à l'Assemblée nationale pour la proposition de loi sur l'Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et la protection des lanceurs d'alerte, il a directement contribué au vote de la première loi écologiste en avril 2013. En 2014, il a rendu un rapport sur la stratégie européenne en matière de perturbateurs endocriniens poursuivant le travail engagé autour de la loi interdisant le bisphénol. Il anime le groupe d'études Santé – Environnement de l'Assemblée et a fondé un groupe de travail autour de l'ingérence de l'industrie du tabac.

Chef de file, chaque année depuis 2012, sur l'examen du budget de la Sécurité sociale PLFSS, il portera les propositions des députés écologistes à l'occasion de la très attendue Loi de Santé Publique annoncée pour janvier 2015.

La convention nationale Environnement Santé du 13 octobre 2014 est l'occasion de préparer et de nourrir ce chantier avec les militants, experts et élus ; une contribution démocratique au service d'une ambition commune ; le droit à un environnement de qualité et à la santé, un droit universel.

Notre système de santé, hérité du Conseil National de la Résistance doit aujourd'hui avancer plus loin sur la prévention et l'accès au soin pour tous.

## Intervenant-es



### **Elisabeth RUFFINENGO**

Responsable des actions de plaidoyer santé-environnement, WECF France.  
Juriste trilingue spécialisée en droits humains, droit communautaire et relations internationales.

**É**lisabeth Ruffinengo a rejoint WECF France en 2009 (Women in Europe for a Common Future) après plusieurs collaborations avec le réseau WECF depuis 2005. Elle est également responsable de la gestion des projets et de la communication.

Elle travaille sur le thème des perturbateurs endocriniens et a participé à la négociation de la stratégie nationale perturbateurs endocriniens et au suivi et à l'élaboration des plans nationaux santé environnement.

Elle participe à la réalisation et l'adaptation de publications en santé environnement, dont les guides de poche du projet Nesting : Créer un environnement sain pour son enfant.

Elle est en charge de la gestion du comité d'experts WECF France et de l'animation de la rubrique news du site [www.projetnesting.fr](http://www.projetnesting.fr).

Au sein du réseau WECF elle est en charge du dossier biocides et contribue à faire entendre la voix de la société civile sur cette problématique au sein de l'Union européenne. Elle participe aux actions menées aux niveaux européen et international sur plusieurs thématiques : produits chimiques, textiles, jouets, Convention de Rotterdam, droit à l'information du consommateur, principe de précaution, prévention des expositions environnementales, etc.

Elle organise depuis plusieurs années des événements à dimension internationale et a coordonné et corédigé en 2013 un rapport européen et guide de consommation sur les textiles.

Elle intervient régulièrement dans des tables-rondes et événements en santé environnementale, en France et en Europe.

Depuis janvier 2013, elle est bloggeuse invitée sur le *Huffington Post*.

## Intervenant-es



### **Lucile SCHMID**

Vice-présidente de la Fondation de l'écologie politique (depuis avril 2013).

**M**embre du Bureau exécutif d'Europe Écologie les Verts, déléguée à la préparation de la Conférence sur le climat de Paris 2015 (COP 21) depuis décembre 2013.

Administratrice civile du ministère de l'Économie et des Finances (depuis 1988). École nationale d'administration 1986-1988).

Conseillère spéciale de la ministre des Affaires sociales Elisabeth Guigou (2000-2002).

Chef de service au Commissariat au plan sur la réforme de l'État et l'évaluation des politiques publiques (2002-2006).

Commissaire générale adjointe de la saison culturelle européenne sous la présidence française de l'Union européenne, puis de l'année culturelle France-Russie (2007-2012).

Membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

Auteure de différents ouvrages sur la place de l'État, et le fonctionnement des institutions : *Notre État*, ouvrage collectif, Robert Laffont ; *Une femme au pays des hommes politiques*, Flammarion, 2003 ; *Parité circus*, Calmann-Levy, 2008 ; *L'égalité en danger ?* François Bourin, 2006 ; *L'écologie est politique*, avec Catherine Larrère et Olivier Fressard, Les Petits matins/Fondation de l'écologie politique, 2013.

## Intervenant-es



### **Patrice SUTTON**

Chercheuse au sein du programme de santé reproductive et de l'environnement (PRHE) de l'Université de Californie San Francisco (UCSF).

**P**atrice Sutton, MPH, a 27 ans d'expérience en recherche en santé au travail et santé environnementale, hygiène industrielle, pratique de santé publique, élaboration de politiques et plaidoyer à l'échelle des communautés.

Elle dirige actuellement le Community Outreach and Translation Core où elle est responsable de l'exploitation des recherches du Centre pour enfants dédié à l'exposition aux contaminants environnementaux pendant la grossesse (PEEC) et de leur traduction en actions de prévention sur les plans clinique et politique.

Au cours des six dernières années, Patrice Sutton a développé, dirigé et renforcé les partenariats au cœur de la démarche de sensibilisation et de pédagogie du PRHE, tels que l'alliance pour l'usage de la science en prévention (FASTSTEP), un groupe pluridisciplinaire d'experts scientifiques et cliniques qui agit dans les domaines de la médecine reproductive, professionnelle, environnementale et pédiatrique, la santé publique et la toxicologie. Ce groupe réunit des représentants d'organismes académiques, gouvernementaux et non-gouvernementaux, ou encore le Navigation Guide Work Group qui réunit actuellement 75 scientifiques, cliniciens, partenaires à l'échelle des communautés, défenseurs des droits des patients, aussi bien nationaux qu'internationaux, qui travaillent pour mettre au point une méthodologie basée sur la preuve, afin de combler le fossé entre la science en santé environnementale et la médecine clinique.

Auparavant, Patrice Sutton a travaillé pour le Département de la santé de Californie où elle a exercé des responsabilités en matière de recherche dans divers domaines, comme l'empoisonnement au plomb, la tuberculose, l'asthme et les pathologies associées aux pesticides. Elle collabore de longue date avec des populations de travailleurs, des communautés directement impactées, des organisations gouvernementales et non gouvernementales afin de développer des stratégies de recherche et des recommandations politiques pour prévenir les expositions environnementales néfastes.

Elle est l'auteure de plus de soixante articles scientifiques dans des revues à comité de lecture, contributions à des ouvrages et rapports gouvernementaux techniques.

## Intervenant-es



### **François VEILLERETTE**

Président fondateur du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF) de 1998 à 2010, association devenue Générations futures.

**F**rançois Veillerette est enseignant et exerce ou a exercé les responsabilités associatives suivantes :

- président du réseau européen Pesticide Action Network (PAN Europe) ;
- membre du Comité de pilotage de l'International POPs Elimination Network (IPEN) ;
- administrateur d'Objectif bio 2007 ;
- administrateur du Réseau Environnement Santé ;
- membre de l'association des journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie<sup>1</sup> ;
- président de Greenpeace France de septembre 2002 à juin 2005 puis vice-président en 2008 et 2009.

François Veillerette est également à l'affiche de *Nos enfants nous accuseront* (2008), film documentaire de Jean-Paul Jaud traitant des problèmes liés aux pesticides.

Il a été élu conseiller régional en mars 2010 avec Europe Écologie et est maintenant vice-président de la région Picardie, chargé du dossier "Environnement, alimentation, santé".



*La captation vidéo  
des tables rondes  
sera mise à disposition  
dans les meilleurs  
délais.*

